Burundi : un marché "mafieux" annulé grâce à la vigilance de la société civile

@rib News, 11/01/2011 â€“ Source XinhuaL'Observatoire pour la Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a annoncÃ© ce mardi sur des radios privÃ©es locales que le gouvernement du Burundi vient de renoncer Ã un marchÃ© de plus de 621 milliards de FBU (plus de 5 milliards de dollars) conclu avec AAE Systems Inc., une sociÃ©tÃ© amÃ©ricaine de communication basÃ©e en Californie.Â«Â C'est Pierre Mupira, ministre du Plan et du DÃ©veloppement communal qui a signÃ© l'acte de renonciation Ã ce marchÃ©Â Â», a dit Gabriel Fufyiri, le prÃ©sident de l'OLUCOME. Il exige des sanctions Ã l'endroit des autoritÃ©s qui ont engagÃ© le Burundi dans des affaires qui ne sont pas claires et la publication du document qui avait consacrÃ© ce marchÃ© et les noms des personnes qui y ont jouÃ© un rÃ´le. Â«Â L'OLUCOME exige qu'il y ait des sanctions Ã l'endroit de ces autoritÃ©s et qu'il y ait publication de ce document, sinon lâ€™OLUCOME va le publier parce que nous le disposons maintenant. Nous connaissons aussi les personnes qui ont jouÃ© le rÃ´le de commissionnaires qui sont des Ougandais. Nous allons publier leurs nomsÂ Â», a dit le prÃ©sident de l'OLUCOME.Ce marchÃ© avait Ã©tÃ© signÃ© au mois de mars 2010 par Tabou Abdallah Manirakiza, l'ancien ministre du Plan et de la Reconstruction, aujourd'hui conseiller principal chargÃ© des affaires Ã©conomiques Ã la prÃ©sidence de la RÃ©publique.L'OLUCOME avait Ã©tÃ© saisi du cas et dÃ¨s le 21 dÃ©cembre 2010, il dÃ©nonÃ§ait son caractÃ¨re mafieux. La prÃ©sidence de la RÃ©publique avait rÃ©agi par le biais du porte-parole du chef de l'Etat en affirmant qu'Â«Â elle est au courant de l'affaire et qu'on Ã©tait en train de corriger les vices de procÃ©dure qui s'y Ã©taient glissÃ©s avant de l'apporter Ã la connaissance du peuple burundais et de la communautÃ© internationaleÂ Â».